Les Tatars victimes de la mobilisation forcée en Crimée occupée

lundi 26 septembre 2022, par COYNASH Halya (Date de rédaction antérieure : 26 septembre 2022).

Des rapports en provenance de la Crimée occupée suggèrent que les mesures prises par la Russie pour mobiliser de force des hommes pour combattre contre l'Ukraine visent spécifiquement les Tatars de Crimée.

KrymSOS a signalé le 23 septembre que, selon des estimations préliminaires, les Tatars de Crimée avaient reçu jusqu'à présent environ 90 % de tous les avis de convocation en Crimée occupée, alors qu'ils ne représentent pas plus de 15 % (au maximum) de la population. Cela indiquerait un ciblage délibéré des Tatars de Crimée qui, selon Yevhen Yaroshenko, de KrymSOS, pourrait conduire à un génocide déguisé du peuple tatar de Crimée.

Lutfiye Zudiyeva, cofondatrice de Crimean Solidarity, a toutefois lancé un avertissement. Elle a conseillé aux gens d'être prudents et de ne pas croire automatiquement les commentaires sur les médias sociaux provenant de comptes inconnus. Cet avertissement est d'autant plus nécessaire que la Russie utilise la terreur et la répression depuis huit ans pour tenter activement de chasser les Tatars de Crimée de leur patrie. La mobilisation forcée ne doit pas conduire à une telle situation.

Le 21 septembre, le dirigeant russe Vladimir Poutine a annoncé ce qu'il a appelé une « mobilisation partielle ». Celle-ci ne devait concerner que 300 000 réservistes. Il est rapidement apparu que 1) des personnes sans expérience militaire recevaient des convocations ou étaient tout simplement pris de force dans la rue et 2) que les Russes se montraient beaucoup moins passifs lorsqu'on attendait d'eux qu'ils se battent contre l'Ukraine.

Le 22 septembre, l'initiative de défense des droits de l'homme Crimean Idea a signalé qu'une action à grande échelle était en cours dans les régions de Crimée ayant pour cible d'importantes populations tatares de Crimée pour amener de force les gens aux points de mobilisation. Des descentes au domicile des personnes avaient commencé vers 6 heures du matin, les « officiers » forçant parfois le passage et distribuant des avis après avoir trompé les gens en leur criant qu'ils avaient besoin d'aide. Crimean Idea a également enregistré des cas où des personnes ont été « mobilisées » sur leur lieu de travail, dont un cas impliquant plusieurs enseignants qui ont immédiatement reçu des avis de conscription.

Crimean Idea a parlé de plus de mille personnes touchées. Plus tard dans la journée, Oleksiy Tilnenko, chef du conseil d'administration de KrymSOS, a déclaré qu'environ cinq mille Criméens avaient été convoqués dans des bureaux de recrutement militaire. Dans certaines parties de la péninsule, des officiers de police et de recrutement militaire se sont tout simplement rendus au domicile des gens et ont emmené les hommes dans les bureaux de recrutement. Le célèbre avocat des droits de l'homme des Tatars de Crimée, Emil Kurbedinov, a déclaré qu'un grand nombre de personnes s'étaient adressées à son bureau pour obtenir une consultation juridique en rapport avec la mobilisation annoncée.

Lutfiye Zudiyeva a souligné que la première étape nécessaire, si une personne est menacée de mobilisation, doit être de consulter un avocat. Il n'est pas garanti que les gens doivent « quitter volontairement de Crimée. C'est loin d'être dans l'intérêt collectif de notre peuple et ce n'est que dans des cas spécifiques que c'est la solution unique et nécessaire. »

En fait, il pourrait ne plus être possible de quitter la Crimée occupée. Le régime d'occupation a annoncé le 23 septembre que tout homme tentant de quitter la Crimée occupée devrait recevoir une « permission » du bureau de recrutement militaire.

En tant que principal peuple autochtone de Crimée (et d'Ukraine, en général), il était sans doute irritant pour le Kremlin que la majorité des Tatars de Crimée et leur assemblée représentative, le Mejlis, soient fermement opposés à l'occupation russe et s'identifient sans équivoque à l'Ukraine. C'est presque certainement l'une des principales raisons pour lesquelles les Tatars de Crimée ont subi une répression particulièrement féroce sous l'occupation russe. La persécution et les discours de haine visent également à forcer le plus grand nombre possible de Tatars de Crimée à quitter la Crimée occupée.

La Russie a commencé à faire un usage criminel de la conscription en Crimée occupée peu après son invasion et, même avant son invasion à grande échelle, quelque 34 000 Criméens avaient été alors contraints de servir dans l'armée russe. Elle a depuis longtemps commis un second crime de guerre par sa propagande active en faveur du service militaire et de la militarisation, en particulier auprès des enfants et des jeunes adultes. Tout ceci constitue une violation flagrante de la Quatrième Convention de Genève qui, dans son article 51, stipule sans ambiguïté que « la puissance occupante ne pourra pas contraindre les personnes protégées à servir dans ses forces armées ou auxiliaires. Aucune pression ou propagande visant à obtenir un engagement volontaire n'est autorisée ».

La Russie intensifie actuellement sa violation du droit international en mobilisant de force les Ukrainiens de Crimée occupée dans sa guerre contre l'Ukraine. La mobilisation forcée, même d'hommes souffrant de graves problèmes de santé, a été appliquée dans le Donbass occupé juste avant l'invasion à grande échelle de la Russie le 24 février 2022, et la Russie tente maintenant une telle mobilisation sur le territoire saisi depuis lors. L'un des motifs des « référendums » fictifs en cours est sans doute d'augmenter le nombre d'Ukrainiens que la Russie peut envoyer se battre, et probablement mourir, dans sa guerre d'agression.

26 septembre 2022

Halya Coynash

P.-S.

• Publié par KrymSOS.

• Traduction Patrick Le Tréhondat.